



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/7  
7 mars 2008

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Cinquante-quatrième réunion  
Montréal, 7 – 11 avril 2008

**PLANS D'ACTIVITÉS DES AGENCES BILATÉRALES  
POUR LA PÉRIODE 2008-2010**

Ce document comprend :

- 1) la synthèse des plans d'activités présentés par les agences bilatérales; et
- 2) les plans d'activités des agences bilatérales.

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

### Introduction/Contexte

1. La coopération bilatérale peut, jusqu'à concurrence de 20% de la contribution annuelle d'un pays au Fonds multilatéral et selon les critères énoncés dans la décision des Parties, être considérée comme une contribution au Fonds multilatéral. Le Comité exécutif, a décidé d'accorder une certaine souplesse durant l'année d'imputation des projets bilatéraux à condition que les agences bilatérales soumettent leurs plans de travail en début d'année pour permettre au Secrétariat de les transmettre au Comité exécutif pour examen lors des délibérations sur les plans d'activités, à la première réunion de l'année du Comité exécutif (décision 25/13 a)).
2. Le présent document contient les plans d'activités de coopération bilatérale. Selon la pratique d'usage, le Secrétariat du Fonds a envoyé des lettres de rappel aux pays qui ont des activités bilatérales et à ceux qui envisagent de telles activités pour 2008-2010, leur demandant d'indiquer, par pays, leurs activités pour les années 2008, 2009 et 2010, en précisant le volume des SAO éliminées et le coût de chaque activité. Les agences bilatérales ont été par ailleurs invitées à la réunion de coordination inter agence organisée en janvier 2008. Les représentants des gouvernements du Canada et du Japon ont participé à cette réunion.
3. Les pays suivants non visés à l'article 5 ont remis des plans d'activités dont la plupart comportent uniquement des tableaux : Allemagne, Canada, France, Italie et Japon. Ces plans constituent les Annexes I à V du présent document.
4. D'après les plans d'activités déposés, les agences bilatérales prévoient mener en 2008, des activités dans 25 pays visés à l'article 5 (à l'exclusion des projets régionaux). Il s'agit des pays suivants : Bolivie, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Éthiopie, Inde, Jamahiriya arabe de Libye, Kenya, République démocratique populaire du Laos, Maurice, Maroc, Mexique, Papouasie Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République islamique d'Iran, Sainte-Lucie, Sénégal, Serbie, Seychelles, Ouganda, Uruguay, Yémen et Zimbabwe.
5. Le Tableau 1 présente les activités bilatérales prévues en 2008, par type d'activité. En 2008, 86 pour cent du niveau prévu des dépenses, par les agences bilatérales concernent les projets d'investissement et les plans d'élimination.

Tableau 1

#### Activités bilatérales prévues, par type d'activité (\$US)

Type	2008	2009	2010
Projets de démonstration		1,600 000	100 000
Renforcement des institutions	67 800		
Projets d'investissement	4 346 129	568 551	
Plans d'élimination	4 522 822	1 008 224	577 867

Type	2008	2009	2010
Préparation de projets	144 000		
Assistance technique	1 181 500	788 500	765 000
<b>Total</b>	<b>10 262 251</b>	<b>3 965 275</b>	<b>1 442 867</b>

6. Les activités incluses dans les plans d'activités bilatéraux pour 2008 sont évaluées à 10 262 251 \$US tandis que la valeur totale pour la période triennale 2008-2010 est de 14 308 992 \$US. L'Italie, l'Espagne et la Suisse ont inclus des données sur les tranches annuelles qui seront déposées en 2008, en dépit du fait que ces pays n'ont pas remis un plan d'activités ou que leurs plans ne comportaient pas de projets pluriannuels. Il convient de souligner que les donateurs bilatéraux traditionnels tels que l'Australie, la Finlande, l'Espagne, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique n'ont pas déposé de plans d'activités bilatéraux et que la valeur totale des activités bilatérales pourrait augmenter s'ils venaient à faire des soumissions.

### Plans d'activités bilatéraux et le modèle de plan d'élimination triennal

7. Le Tableau 2 présente les quantités d'élimination escomptées grâce aux activités bilatérales

Tableau 2

#### Élimination résultant des activités bilatérales, par substance (en tonnes PAO)

Produit chimique	2008	2009	2010
CFC	314,5	267	0
Bromure de méthyle	182	9,1	9,1
Divers (PGEF pour CFC/CTC)		5,9	
<b>Total</b>	<b>496,5</b>	<b>282</b>	<b>9,1</b>

### OBSERVATIONS SUR LES PLANS D'ACTIVITÉS BILATÉRAUX

8. Le Secrétariat du Fonds a examiné les plans d'activités de chaque donateur bilatéral et a émis des observations sur plusieurs activités proposées. Cette section résume certaines informations contenues dans les plans d'activités bilatéraux, par pays donateur

#### Canada

9. Le plan d'activités du Canada pour 2008 (Annexe I) comprend 7 activités évaluées à 1 153 165 \$US. Ces activités incluent 5 plans d'élimination et 2 projets d'assistance technique. 20 pour cent des contributions annoncées du Canada pour 2008 représentent 940 073 \$US. Le Canada n'a pas dépassé son allocation de 20 pour cent pour des approbations de projets en 2006 et 2007, puisque les montants de 407 365 \$US et de 322 050 \$US ont été alloués à la coopération bilatérale pour le Canada en 2006 et 2007 respectivement. Bien que les soumissions du Canada prévues pour 2008 excèdent 20% de ses contributions pour l'année en question, ces activités prévues, plus celles approuvées en 2006 et 2007 n'ont pas excédé 20% de l'allocation du Canada

pour la triennale 2006-2008, le Canada ayant soumis des plans de travail pour chaque année de la triennale.

10. Le tableau 3 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités du Canada pour la période 2008-2010.

Tableau 3

**RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)**

	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Requises pour la conformité</b>			
Accords pluriannuels approuvés	277 415	33 900	
Activités visant le CFC (PNE)	254 250	226 000	
<b>Non requises pour la conformité</b>			
Lutte contre le commerce illicite	56 500	56 500	
Bromure de méthyle - Élimination accélérée	565 000		565 000
<b>Total</b>	<b>1 153 165</b>	<b>316 400</b>	<b>565 000</b>

Observations

11. Le Canada a inclus l'activité du plan national d'élimination dans son plan d'activités pour 2008 au Chili (254 250 \$US). Cette activité est requise pour le modèle de plan d'élimination triennal axé sur la conformité

12. Le Canada a également inclus dans son plan plusieurs activités non requises pour la conformité, notamment, un projet d'assistance technique pour aider le Mexique à éliminer complètement avant 2015, le bromure de méthyle utilisé dans le secteur post-récolte, et un projet axé sur le réseau pour l'application des mesures douanières dans la région de l'Amérique latine.

*Lutte contre le commerce illicite – deuxième année de l'application du réseau des mesures douanières*

13. Bien que l'activité canadienne de lutte contre le commerce illicite figure dans la catégorie des activités non requises pour la conformité, cette même activité a été approuvée à la 51<sup>e</sup> réunion « sous réserve des futures approbations de financement pour le restant des deux années proposées pour le projet ». À sa 53<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a approuvé un réseau d'application des mesures douanières similaire pour l'Afrique, à mettre en œuvre par la France et le PNUE, à condition que cette approbation « ne porte pas atteinte aux futures approbations de financement pour ce projet au cours de l'année restante et que le décaissement soit effectué seulement lorsque le PNUE aura remis au Secrétariat les lettres des 38 pays réitérant leur intérêt et l'engagement de leur gouvernement et des représentants douaniers dans ce réseau; et que le PNUE et le Gouvernement de France préparent un rapport conjoint sur les résultats de la première année de fonctionnement du réseau, en insistant sur les conditions favorables à son application durable ». Étant donné qu'un premier rapport périodique sur la première année d'activités

pourrait être examiné en même temps qu'une demande de financement et qu'il n'existe pas d'exigence pour l'inclusion d'un tel rapport dans le plan d'activités, le Comité exécutif pourrait examiner la possibilité de maintenir cette activité en attendant un rapport périodique sur la première année de fonctionnement, qui serait examiné en même temps que la demande de financement.

14. Le plan d'élimination accélérée pour le Mexique figure aussi dans la catégorie des activités non requises pour la conformité selon les catégories énoncées dans la décision 50/6. Toutefois, le Comité exécutif a accepté de maintenir des activités non requises pour se conformer aux mesures de réglementation de 2005 issues des plans d'activité 2006-2008 de l'ONUDI pour le bromure de méthyle en raison des engagements à faire progresser considérablement l'élimination du bromure de méthyle avant 2015 (décision 48/8 a) i)). En outre, le Mexique a déjà transmis les données relatives à la consommation du bromure de méthyle pour 2007 qui est de 894,6 tonnes PAO et qui a augmenté par rapport aux 722,6 tonnes PAO déclarées pour 2006.

### **France**

15. Le plan d'activités de la France pour 2008 (Annexe II) comprend 6 activités, évaluées à 1 038 739 \$US et portant sur des projets de plan d'élimination. 20 pour cent des contributions annoncées de la France pour 2007 représentent 2 015 159 \$US. La France n'a pas dépassé son allocation de 20 pour cent pour les approbations de projets en 2006 et 2007, puisque 675 400 \$US et 839 250 \$US ont été alloués à la coopération bilatérale pour la France en 2006 et 2007 respectivement.

16. Le tableau 4 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités de la France pour la période 2008-2010.

Tableau 4

#### **RÉPARTITION DES RESSOURCES (US \$)**

	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Requises pour la conformité</b>			
Accords pluriannuels approuvés	440 700	14 690	202 367
PGEF	598 039	367 634	161 500
<b>Total</b>	<b>1 038 739</b>	<b>382 324</b>	<b>363 867</b>

### Observations

17. La France a inclus un total de 657 757 \$US pour les tranches annuelles des accords pluriannuels approuvés de la période triennale 2008-2010 et pour les activités de plans de gestion de l'élimination finale en Éthiopie, Ouganda, République centrafricaine et République populaire démocratique du Laos. Toutes ces activités sont requises par le modèle triennal d'élimination des SAO.

## Allemagne

18. Le plan d'activités de l'Allemagne pour 2008 (Annexe III) comporte 18 activités évaluées à 3 044 929 \$US. 20 pour cent des contributions annoncées de l'Allemagne pour 2008 représentent 2 894 744 \$US

19. Le tableau 5 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités de l'Allemagne pour la période 2008-2010

Tableau 5

### RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)

	2008	2009	2010
<b>Requises pour la conformité</b>			
Accords pluriannuels approuvés	2 543 129	765 551	45 000
Renforcement des institutions	67 800		
PGEF	34 000	232 000	
<b>Non requises pour la conformité</b>			
HCFC – projets de démonstration		1 800 000	
HCFC - préparation de projets	80 000		
HPMP	270 000		
Bromure de méthyle-élimination accélérée	50 000	169 000	169 000
<b>Total</b>	<b>3 044 929</b>	<b>2 966 551</b>	<b>214 000</b>

20. Le plan d'activités de l'Allemagne pour 2008 comporte des activités évaluées à 3 044 929 \$US. Ce plan couvre également des projets approuvés pour 2006 d'un montant de 5 142 795 \$US (à l'exclusion des projets sur les refroidisseurs) et des activités pour 2007 d'une valeur de 1 577 010 \$US, ce qui fait un total de 9 764 734 \$US pour la période triennale 2006-2008. 20 pour cent des contributions annoncées de l'Allemagne pour la triennale représentent 8 684 231 \$US. Par conséquent, l'Allemagne a dépassé de 1 080 503 \$US le niveau maximum de contributions bilatérales pour la triennale 2006-2008. Le Comité pourrait rappeler que l'Allemagne s'est retrouvée dans une situation similaire durant la triennale précédente.

21. Le plan d'activités de l'Allemagne contient 266 000 \$US pour les activités de préparation de PGEF et autres projets dans un pays d'Afrique pendant la période triennale. Un total de 3,69 millions \$US est inclus dans le plan d'activités d'Allemagne pour de nouvelles activités requises pour la conformité durant la triennale 2008-2010. L'Allemagne a également inclus 67 800 \$US pour le renforcement des institutions au cours de la triennale.

### Observations

22. L'Allemagne a inclus dans son plan d'activités pour 2008, des tranches annuelles de trois accords pluriannuels approuvés totalisant 2,5 millions \$US. Il s'agit des tranches des projets suivants : secteur de l'entretien en réfrigération en Inde (1,5 million \$US); secteur des mousses

en Iran (810 000 \$US) et PGEF pour le Zimbabwe (197 000 \$US). Les autres activités du plan d'activités de l'Allemagne considérées requises pour la conformité incluent : le renforcement institutionnel en Papouasie Nouvelle-Guinée (67 800 \$US) et la première tranche du PGEF pour le Botswana (34 000 \$US).

23. L'Allemagne a également inclus dans son plan d'activités pour 2008 plusieurs activités qui ne sont pas requises pour la conformité, notamment, les activités visant les HCFC d'une valeur de 350 000 \$US et 50 000 \$US pour le projet d'élimination accélérée du bromure de méthyle.

#### *Activités visant le HCFC*

24. L'Allemagne a inclus dans son plan pour 2008 des activités évaluées à 350 000 \$US pour le développement des plans de gestion du HCFC et pour la préparation des projets de démonstration visant le HCFC, au coût de 1,8 million, à soumettre en 2009. Trois de ces projets de démonstration sont évalués à 500 000 \$US chacun et le quatrième est évalué à 300 000 \$US. Les coûts de la préparation de projet varient entre 20 000 et 40 000 \$US.

25. L'Allemagne a expliqué qu'il a rencontré des difficultés lors de l'estimation de ces coûts, mais qu'ils sont fondés sur une expérience pertinente. L'Allemagne a indiqué qu'il n'accorde pas beaucoup de crédit à ces estimations et qu'elles ont été incluses à la demande des partenaires pour faciliter les activités. Dès que les lignes directrices seront disponibles, l'Allemagne espère être en mesure de réviser le plan d'activités et d'explorer les possibilités de collaboration avec les agences d'exécution pour la mise en œuvre de ces activités, au cas où tous les projets seraient approuvés en 2008. En outre, le plan d'activités n'a inclus aucun tonnage de PAO; ce tonnage est nécessaire pour les projets de démonstration puisqu'il sera déduit à partir du début d'une consommation de HCFC qui reste à définir. L'Allemagne a indiqué qu'étant donné le stade précoce de la préparation de projet et sans discussions concrètes avec les gouvernements des pays partenaires, il était impossible d'inclure les estimations du tonnage des PAO dans le plan d'activités. Cependant, l'Allemagne a noté que ces estimations seront déterminées le plus tôt possible, dès que les sites de projet auront été fixés.

#### *Élimination accélérée du bromure de méthyle*

26. Le plan d'élimination accélérée du bromure de méthyle pour le Yémen figure aussi dans la catégorie des activités non requises pour la conformité selon les catégories énoncées dans la décision 50/6. Toutefois, le Comité exécutif a maintenu ces activités dans les plans d'activités précédents en raison des engagements à faire progresser considérablement l'élimination du bromure de méthyle dans ces pays avant 2015 (décision 48/8 a) i)). Le Yémen a déclaré une consommation de bromure de méthyle de 36,7 tonnes PAO.

#### *Surprogrammation*

27. Comme mentionné plus haut, les coûts des activités liées au plan de 2008 de l'Allemagne excèdent 20 pour cent de ses contributions pour la triennale 2006-2008. Au cas où tous les projets seraient approuvés en 2008 à leurs valeurs indiquées par le Gouvernement de l'Allemagne, le Secrétariat a demandé quelles dispositions ont été prises par l'Allemagne pour

faire face à cette possibilité. L'Allemagne a indiqué qu'elle proposerait de faire équipe avec les agences d'exécution qui seraient disposées à prendre part aux activités.

28. Cependant, le niveau de financement requis pour la conformité dans les tranches annuelles seules excède l'allocation bilatérale de l'Allemagne pour la triennale en cours. En réponse à une question du Secrétariat, l'Allemagne a indiqué que les pays qui pourraient être affectés par la surplanification avaient été informés de la possibilité que l'Allemagne ne puisse pas disposer de financements suffisants en 2008 pour soumettre leurs activités en vue du financement en 2008. Le Comité exécutif pourrait prendre note que l'Allemagne avait informé ces pays de cette possibilité.

### **Italie**

29. Le plan d'activités de l'Italie pour 2008 (Annexe IV) comprend six activités évaluées à 3 815 550 \$US. Ces activités portent sur un projet d'investissement, trois projets de plan d'élimination et deux projets d'assistance technique. 20 pour cent des contributions annoncées de l'Italie pour 2008 représentent 1 632 512 \$US. Par conséquent, l'Italie n'a pas excédé ses 20 pour cent d'allocation pour 2006 et 2007 pour les approbations de projets. Il n'y a eu aucune approbation de projet pour l'Italie en 2006 et des projets d'une valeur de 868 013 \$US ont été approuvés en 2007.

30. Le tableau 6 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités de l'Italie pour la période 2008-2010.

Tableau 6

### **RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)**

	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Requises pour la conformité</b>			
Accords pluriannuels	152 550		
Requises par le modèle (CTC)	40 000		
<b>Non requises pour la conformité</b>			
Bromure de méthyle – élimination accélérée	1 623 000		
Activités visant les inhalateurs à doseur	2 000 000		
<b>Total</b>	<b>3 815 550</b>		

### Observations

31. L'Italie a inclus un projet d'assistance technique visant les solvants pour la Serbie dans son plan d'activités pour 2008. Cette activité est requise par le modèle de plan d'élimination triennal. L'Italie n'a indiqué dans son plan d'activités aucune activité pour l'après 2008.



*Élimination accélérée du bromure de méthyle*

32. Le plan d'activités contient également des activités qui ne sont pas requises pour la conformité, notamment: les plans d'élimination du bromure de méthyle au Mexique, au Maroc et en Serbie. Ces projets figurent dans la catégorie des activités non requises pour la conformité selon les catégories énoncées dans la décision 50/6. Toutefois, comme mentionné au paragraphe 26 ci-dessus, le Comité exécutif a maintenu ces activités dans les plans d'activités précédents en raison des engagements à faire progresser considérablement l'élimination du bromure de méthyle dans ces pays avant 2015 (décision 48/8 a i)). Il n'y a eu aucune approbation de projet relative au bromure de méthyle pour la Serbie, toutefois, conformément aux lignes directrices pour les pays qui utilisent peu ou pas de bromure de méthyle, le Fonds devra soutenir les activités d'échange d'informations et les programmes d'assistance technique, afin de s'assurer que ces pays ne commencent pas ou n'augmentent pas l'utilisation, ou ne deviennent pas dépendants de cette substance. Dans ces pays, tout doit être mis en œuvre pour faciliter un dialogue politique afin d'assurer l'application des mesures interdisant l'importation et/ou l'utilisation du bromure de méthyle.

*Inhalateurs à doseur*

33. Le plan d'activités contient aussi un projet d'investissement pour les inhalateurs à doseur en Inde. Il convient de noter que les accords entre l'Inde et le Comité exécutif couvrent l'ensemble de la consommation des CFC. Par conséquent, conformément à la décision 35/57, aucune consommation restante admissible n'est prévue pour ces activités. Le Comité exécutif pourrait voir si cette activité devrait être maintenue dans le plan d'activités.

**Japon**

34. Le plan d'activités du Japon (Annexe V) comporte trois activités évaluées à 230 000 \$US. 20 pour cent des contributions annoncées du Japon pour 2008 représentent 5 872 533 \$US. Le Japon n'a pas excédé ses 20 pour cent d'allocation pour les approbations de 2006 et 2007. Il n'y a eu aucune approbation de projet pour le Japon en 2006 et des projets évalués à 62 150 \$US ont été approuvés en 2007.

35. Le tableau 7 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités du Japon pour la période 2008-2010

Tableau 7**RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)**

	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Non requises pour la conformité</b>			
HPMP	200 00	200 000	200 000
Destruction des SAO	30 00	100 000	100 000
<b>Total</b>	<b>230 000</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>

36. Le Japon a indiqué des activités évaluées à un total de 830 000 \$US pour la triennale 2008-2010. Ces activités incluent un projet de démonstration et la préparation du projet sur la destruction des SAO en Asie au coût de 230 000 \$US, ainsi que deux projets visant le HCFC en Asie évalués à 600 000 \$US.

#### Observations

37. Les activités contenues dans le plan du Japon pour 2008-2010 ne sont pas considérées comme requises pour la conformité, conformément au modèle axé sur la conformité.

#### *Activités visant le HCFC*

38. Le Japon n'a pas encore identifié exactement les pays dans lesquels il entreprendra les activités sur le HPMP. Il a cependant fourni une allocation indiquant son intention de mener des activités bilatérales dans ce domaine.

#### *Destruction des SAO*

39. Pour ce qui est du projet de démonstration sur la destruction des SAO contenu dans le plan d'activités du Japon pour 2008-2010, cette activité figure dans la catégorie des activités non requises pour la conformité selon les catégories énoncées dans la décision 50/6. Cependant, le Comité exécutif a spécifiquement décidé de la maintenir dans le plan d'activités 2007-2009 du Japon pour l'année 2008 (décision 48/5 (h)).

#### **Espagne**

40. L'Espagne n'a pas soumis un plan d'activités pour 2008. Néanmoins, au cours de l'année 2008, l'Espagne soumettra une demande pour une tranche évaluée à 565 000 \$US de l'accord pluriannuel approuvé en Jamahiriya arabe libyenne. 20 pour cent des contributions annoncées de l'Espagne pour 2008 représentent 842 156 \$US. Par conséquent, l'Espagne n'a pas dépassé 20 pour cent de son allocation de 2006 et 2007, puisqu'il n'y a eu aucune approbation de projet pour ce pays en 2006 ou en 2007.

41. Le tableau 8 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités général de l'Espagne pour la période 2008-2010.

Tableau 8

#### **RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)**

	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Requises pour la conformité</b>			
Accords pluriannuels approuvés	565 000		
<b>Total</b>	<b>565 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

42. Bien que l'Espagne n'ait pas soumis un plan d'activités, ce pays a été inclus dans une demande commune pour un projet accéléré sur le bromure de méthyle au Mexique, à mettre en œuvre par le Canada, l'Italie et l'ONUDI. En outre, l'Espagne a soumis à la 54<sup>e</sup> réunion une demande d'«assistance technique en vue de l'introduction de nouveaux produits chimiques de substitution émergents pour remplacer le bromure de méthyle», à coût total de 167 805 \$US, incluant les coûts d'appui d'agence. Le montant total, plus le coût de la tranche de l'accord pluriannuel n'excède pas l'allocation de l'Espagne pour 2008.

### Suisse

43. La Suisse n'a pas soumis un plan d'activités pour 2008. Néanmoins, ce pays a déjà soumis à la 54<sup>e</sup> réunion une demande pour la tranche annuelle évaluée à 414 868 \$US de l'accord pluriannuel approuvé en Inde. L'activité comprend la contribution de la Suisse à la tranche de financement annuelle 2008 du projet d'élimination dans le secteur de l'entretien en Inde. 20 pour cent des contributions annoncées de la Suisse pour 2008 représentent 400 024 \$US. Un total de 414 868 \$US avait été approuvé pour 2006 et 2007.

44. Le tableau 9 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités général de la Suisse pour la période 2008-2010.

Tableau 9

#### RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)

	2008	2009	2010
<b>Requises pour la conformité</b>			
Accords pluriannuels approuvés	414 868		
<b>Total</b>	<b>414 868</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

#### *Souplesse dans l'attribution des contributions annuelles*

45. La tranche annuelle de la Suisse de l'accord pluriannuel en Inde excède 20 pour cent des contributions de la Suisse pour 2008, mais pas le total des 20 pour cent de la triennale 2006-2008. Comme mentionné dans le paragraphe 1 ci-dessus, la décision 25/13(a) accorde une certaine souplesse durant l'année d'imputation des projets bilatéraux, à condition que les agences bilatérales soumettent leurs plans de travail à la première réunion de l'année. La Suisse n'a pas soumis un plan d'activités, mais a transmis sa demande à la première réunion pour sa contribution à la tranche de l'accord pluriannuel sur le secteur de l'entretien en Inde. À la lumière de ce qui précède, le Comité exécutif pourrait voir si la soumission par l'Inde de son plan de travail à la première réunion suffit pour permettre une certaine souplesse durant l'année correspondant aux contributions, conformément à la décision 25/13.

## RECOMMANDATIONS

46. Le Comité exécutif pourrait envisager:

- a) Prendre note avec gratitude, sous réserve des discussions des Parties sur le réapprovisionnement au-delà de la période 2008-2010, des plans d'activités pour 2007-2009 sur la coopération bilatérale remis par : l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie et le Japon, tels que présentés dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/7, compte tenu de toutes modifications fondées sur l'examen des activités suivantes :
  - i) Lutte contre le commerce illicite (financement de la deuxième année), dans le plan d'activités du Canada;
  - ii) Activités visant le HCFC, dans les plans d'activités de l'Allemagne et du Japon;
  - iii) Surprogrammation, dans le plan d'activités de l'Allemagne;
  - iv) Activités visant les inhalateurs à doseur, dans le plan d'activités de l'Italie en Inde ; et
- b) Autoriser que la demande de financement de la Suisse soit considérée comme son plan de travail, afin que la Suisse puisse utiliser jusqu'à 20 pour cent de ses contributions pour les activités de coopération bilatérale de la triennale 2006-2008.

**Annex I**

**2008-2010 BUSINESS PLAN FOR CANADA**

## **CANADA'S 2008-2010 BUSINESS PLAN UNDER THE MULTILATERAL FUND**

### **1. INTRODUCTION**

During the 2008-2010 triennium, Canada will be focusing on the implementation of approved bilateral projects in Bolivia, Burkina Faso, Chile, Cuba, Jamaica, Mexico, Region of Latin America, Saint Lucia, Trinidad and Tobago and Uruguay. It is also planning a new project in the refrigeration servicing sector in Chile, which will build on the Refrigerant Management Plan, and an accelerated methyl bromide project in Mexico, in collaboration with UNIDO. Canada's other submissions for funding will consist mainly of second and/or third tranches of Terminal Phase-Out Management Plan (TPMP) projects which have already been approved by the Executive Committee.

### **2. PROJECTS TO BE SUBMITTED DURING 2008-2010**

#### **Planned Submissions in 2008:**

##### **Bolivia TPMP, 2<sup>nd</sup> Tranche**

The TPMP for Bolivia was approved at the 51<sup>st</sup> ExCom meeting, with Canada as lead agency and UNDP as cooperating agency. In principle, a total of US \$167,000 was approved for Canada, to be provided in two tranches. The first tranche, of US \$79,000 was approved at the time of the TPMP approval and has been used to initiate TPMP activities related to the Canadian component of the project in 2007. As per the TPMP Agreement, the second and final tranche is expected to be submitted at the second ExCom meeting of 2008.

Planned contribution from Canada in 2008: US \$88,000

ODP to be phased out in 2008: None; the phase-out associated with the Canadian component of the TPMP (5.7 ODP tonnes of CFCs and 0.18 ODP tonnes of CTC) is planned for 2009.

Planned date of submission: 55<sup>th</sup> Meeting of ExCom

##### **Burkina Faso TPMP, 2<sup>nd</sup> Tranche**

The TPMP for Burkina Faso was approved at the 50<sup>th</sup> ExCom meeting, with UNEP as lead agency and Canada as the cooperating agency. In principle, a total of US \$165,000 was approved for Canada, to be provided in two tranches. The first tranche, of US \$98,000 was approved at the time of the TPMP approval and has been used to initiate TPMP activities related to the Canadian component of the project in 2007. The second and final tranche is expected to be submitted at the first ExCom meeting of 2008.

Planned contribution from Canada in 2008: \$67,000

ODP to be phased out in 2008: None; the phase-out associated with the Canadian component of the TPMP (2.7 ODP tonnes of CFCs) is planned for 2009.

Planned date of submission: 54<sup>th</sup> Meeting of ExCom

### **Chile Servicing Sector Phase-out Plan and request for 1<sup>st</sup> Tranche**

Canada received ExCom approval to prepare a Servicing Sector Phase-out Plan for Chile, to assist the country in meeting the 2010 CFC complete phase-out date. This project is expected to be submitted at the second ExCom meeting of 2008.

Planned contribution in 2008-2010: US \$425,000

Planned contribution in 2008: US \$225,000

ODP to be phased out in 2008: None; the phase-out associated with the phase-out plan, (32.7 ODP tonnes of CFCs) is planned for 2009.

Planned date of submission: 55<sup>th</sup> Meeting of ExCom

### **Mexico Methyl Bromide Total Phase-out**

UNIDO and Canada are currently implementing a technical assistance project focused on phasing out 20% of Mexico's MB consumption. Canada is responsible for activities related to MB phase-out in the storage sector. Activities are scheduled to be completed by mid-2008. As such, Mexico requested that UNIDO solicit funds in 2007 to prepare a project for the complete phase-out of MB consumption in the structures sub-sector. UNIDO and Canada plan to present the project proposal in 2008.

Planned contribution in 2008-2010: US \$1,130,000

Planned contribution in 2008: \$500,000

ODP to be phased out in 2008: None; the phase-out associated with the Canadian component of the TPMP (150.7 ODP tonnes) is planned for 2014

Planned date of submission: 54<sup>th</sup> Meeting of ExCom

### **St. Lucia, TPMP, 2<sup>nd</sup> tranche**

The TPMP for Saint Lucia was approved at the 52<sup>nd</sup> ExCom meeting. In principle, a total of US \$205,000 was approved for Canada, to be provided in two tranches. The first tranche, of US \$156,000 was approved at the time of the TPMP approval and has been used to initiate TPMP activities. As per the TPMP Agreement, the second and final tranche is expected to be submitted at the third ExCom meeting of 2008.

Planned contribution from Canada in 2008: US \$49,000

ODP to be phased out in 2008: None; the phase-out associated with this TPMP (1.3 ODP tonnes) is planned for 2009.

Planned date of submission: 56<sup>th</sup> Meeting of ExCom

### **Uruguay, TPMP, 2<sup>nd</sup> tranche**

The TPMP for Uruguay was approved at the 50<sup>th</sup> ExCom meeting, with UNDP as lead agency and Canada as the cooperating agency. In principle, a total of US \$232,000 was approved for Canada, to be provided in three tranches. The first tranche for the Canadian Component, of US \$160,000, was approved at the time of the TPMP approval. The second tranche is expected to be requested at the 55<sup>th</sup> ExCom meeting of 2008.

Planned contribution from Canada in 2008: US \$42,000

ODP to be phased out in 2008: None; the phase-out associated with the TPMP (14.93 ODP tonnes) is planned for 2009.

Planned date of submission: 55<sup>th</sup> Meeting of ExCom

### **Latin American Customs Enforcement Network, 2<sup>nd</sup> Tranche**

Canada and UNEP are co-implementing a regional project in Latin America to create an ODS Customs Enforcement Network. The purpose of the project is to increase the ability of customs offices in the region to detect and stop the illegal trade of ODS through information sharing, networking and regional cooperation. A second tranche for this project is expected to be submitted at the third ExCom meeting of 2008.

Planned contribution from Canada in 2008: US \$50,000

ODP to be phased out in 2008: N/a

Planned date of submission: 56<sup>th</sup> Meeting of ExCom

### **Planned Submissions in 2009:**

#### **Chile Sectoral Phase-out Plan, 2<sup>nd</sup> Tranche**

(As described above)

Planned contribution from Canada in 2009: US \$200,000

ODP to be phased out in 2009: 32.7 ODP tonnes

Planned date of submission: 58<sup>th</sup> Meeting of ExCom

#### **Latin American Customs Enforcement Network, 3<sup>rd</sup> Tranche**

(As described above)

Planned contribution from Canada in 2009: US \$50,000

ODP to be phased out in 2009: N/a

Planned date of submission: 59<sup>th</sup> Meeting of ExCom

#### **Uruguay TPMP, 3<sup>rd</sup> Tranche**

(As described above)

Planned contribution from Canada in 2009: US \$30,000

ODP to be phased out in 2009: 29.86 ODP tonnes

Planned date of submission: 58<sup>th</sup> Meeting of ExCom



## **Planned Submissions in 2010:**

### **Mexico Methyl Bromide Total Phase-out, second tranche**

(As described above)

Planned contribution from Canada in 2010: US \$347,129

ODP to be phased out in 2010: as indicated above, phase-out is planned for 2014

Planned date of submission: 61<sup>st</sup> Meeting of ExCom

## **3. PLANNED ACTIONS IN 2008 TO IMPLEMENT APPROVED PROJECTS**

### Bolivia: Terminal Phase-out Management Plan (TPMP), 1<sup>st</sup> Tranche

This TPMP, jointly implemented with UNDP, was approved at ExCom 51 to assist Bolivia in completely phasing out CFC and CTC. In 2007, an agreement was signed with Bolivia and an initial transfer of funds was made to finance training of customs officers, updating of ODS regulations, development and implementation of public awareness activities and identification and promotion of alternatives to CTC. However, Bolivia did not have time to issue the necessary contracts for these activities in 2007 and most of these tasks will actually be implemented in 2008.

### Burkina Faso: TPMP, 1<sup>st</sup> Tranche:

The Canadian component of this TPMP, co-implemented with UNEP, includes the establishment of a Retrofit Centre in Burkina Faso for the retrofitting of refrigeration and air conditioning equipment, and supply retrofitting tools and equipment to refrigeration technicians. In 2007, a centre to function as the Retrofit Centre was established, a first phase of equipment procurement was completed, and this equipment was used in a training workshop to demonstrate retrofitting to different refrigerants. A second and final phase of equipment should be shipped to Burkina Faso by mid-2008, completing Canada's activities for the first tranche of this project.

### Chile: Refrigerant Management Plan (RMP), CFC Recovery & Recycling Component

Canada is responsible implementing two components of Chile's RMP, jointly implemented with UNEP. The first component, related to the training of technicians and the establishment of refrigeration standards has been completed, with the Recovery and Recycling (R&R) component of the RMP remaining. R&R activities commenced in September 2006 and R&R equipment was delivered in 2007, followed by training and distribution of equipment to refrigeration technicians. Use of equipment is monitored by NOU. A second and final phase of R&R equipment procurement was initiated during the second semester of 2007 and should be completed by first semester of 2008. Final training of technicians and monitoring with respect to this phase are expected to be completed by mid-2008. It will be followed by a Servicing Sector Phase-out Plan, to be submitted for approval in 2008.

### Cuba: National Phase-out Plan (NPP) for CFCs

This NPP, jointly implemented with UNDP, was approved at the 43<sup>rd</sup> ExCom meeting to eliminate Cuba's remaining unfunded CFC consumption, all in the refrigeration and air conditioning sector. The Canadian component of this project was initiated at the end of 2004 with the implementation of the first phase of public awareness activities and the first phase of the procurement of tools and recovery and recycling machines (R&R). Second phase activities, including R&R training workshops, and distribution of tools and equipment, were completed in 2006. In 2007, the NPP focused on building capacity for retrofitting; tools required for retrofits were procured, but progress on other activities was

limited. Canada plans on completing all remaining activities in 2008, including the completion of public awareness activities, R&R monitoring and final procurement of retrofit tools.

Jamaica: Technical Assistance to Phase Out Methyl Bromide

This project was approved at ExCom 47 and aims to phase out Jamaica's remaining non-QPS methyl bromide (MB) consumption of 1.5 ODP T, mostly concentrated in the storage sector. In November 2006, a Train-the-Trainer workshop on integrated pest management techniques and alternative fumigations was held. In 2007, a field training program to train more trainers was initiated, but stalled for various reasons. It was back on tracks by the end of 2007. In 2008, the field training program will be completed and the resulting trainers will hold up to 3 more training workshops for stakeholders in the fumigation industry.

Latin American Customs Enforcement Network

Canada and UNEP are co-implementing a regional project in Latin America to create an ODS Customs Enforcement Network. The purpose of the project is to increase the ability of customs offices in the region to detect and stop the illegal trade of ODS through information sharing, networking and regional cooperation. In 2007 progress was made in developing a project work plan with network members, and establishing a project steering committee with 4 countries from the region. In 2008 the project will establish focal points in national customs offices, gather information on current ODS trading systems, analyze the application of existing ODS trade regulations and norms in the region, and identify tools to improve control of illicit ODS trade.

Mexico: Technical Assistance to Phase-out Methyl Bromide

Canada is responsible for implementing the component of this project focused on phasing out MB in the storage sector. Substantial progress has been made, including the development of a MB users database, information workshops on MB alternatives with MB consumers, and the application of MB alternatives with technical assistance in 9 companies in Mexico. It is anticipated that this project will be completed by mid-2008, with additional implementation of the technical assistance activities. It will be followed by an MB phase-out plan, to be jointly implemented with UNIDO and submitted for approval in 2008.

Saint Lucia: TPMP, 1<sup>st</sup> tranche

This TPMP was approved at ExCom 52. In 2007, an agreement was signed with Saint Lucia, a contract for the supply of R&R equipment and retrofit tools was made, and an initial transfer of funds was made to Saint Lucia to initiate local activities. In 2008, activities will include: 5-6 workshops to train 80-100 refrigeration technicians; 5-6 workshops to train 80-100 customs officers; a review of Montreal Protocol regulations; establishment of Illegal Trade Prevention Network; development of Articles of Association and Rules and Procedures for the R & AC Association; registration of R & AC Association, and development and publication of Code of Good Practice.

Trinidad and Tobago: Technical Assistance to Phase-Out the use of Methyl Bromide (MB)

This project, approved at ExCom 49, aims to provide a mix of technical assistance activities to assist the Government of Trinidad and Tobago to achieve the complete and sustained phase out all remaining non- QPS uses of MB. Unfortunately, initiation of the project was stalled for various reasons, including temporary departure of NOU and national elections in Trinidad and Tobago. Project Activities are to be implemented starting in the first quarter of 2008, and will include: a survey on MB uses; identification alternative options to MB use, and promotional/training activities.

Uruguay: TPMP, 1<sup>st</sup> tranche

This project, approved at ExCom 50, aims at the total phase-out of CFCs in Uruguay and is co-implemented with UNDP. Development and signature of a project agreement was delayed for administrative reasons in 2007, so that activities were initiated only in the last quarter of that year. A trainer has now been contracted by Canada to provide training to technicians on the use and handling of alternative refrigerants. Most of this training, as well as a related certification scheme for trained technicians, should be completed during 2008.

**CANADIAN BILATERAL ASSISTANCE UNDER THE MLF – 3-YEAR BUSINESS PLAN: 2008-2010**  
**(not including support costs)**

Country	Title/ Type	Sector/ chemical	Estimated value (USD) 2008	Estimated value (USD) 2009	Estimated value (USD) 2010	ODP value (ODP tones)	Approved Multi- year Yes/blank	Individual Multiyear	Description
Bolivia	TPMP/ PHA	Refrigeration/C FC/ CTC	88,000			5.7 of CFCs and 0.18 of CTC (2009)	Yes	M	Second and final tranche of approved Terminal Phase Out to assist Bolivia in completely eliminating its CFC consumption from the 2007 85% reduction step. In addition, the project will cover minor remaining CTC consumption. To be submitted at ExCom 54.
Burkina Faso	TPMP/ PHA	Refrigeration/C FC	67,000			2.7 (2009)	Yes	M	Second (final) tranche of approved TPMP for Burkina Faso to assist country in completely eliminating its CFC consumption from the 2007 85% reduction step. To be submitted at ExCom 54.
Chile	NPP/ PHA	Refrigeration/C FC	225,000	200,000		32.7 (2009)		M	National Phase-out Plan to assist Chile in completely eliminating its CFC consumption. To be requested in two tranches, at ExCom 55 and ExCom 58.
Mexico	MB Phase-out Plan TAS	Fumigant/ methyl bromide	500,000		500,000	150.7 (2014)		M	Technical assistance to assist Mexico in achieving complete phase-out of methyl bromide used in the post-harvest sector. First and second tranches to be requested at ExCom 54 and ExCom 61 respectively. Third and final tranche to be requested in 2012.
Saint Lucia	TPMP/ PHA	Refrigeration/C FC	49,000			1.3 (2009)	Yes	M	Second and final tranche of approved Terminal Phase Out Plan (TPMP) to assist Saint Lucia in completely eliminating its CFC consumption from the 2007 85% reduction step. To be requested at ExCom 56.
Uruguay	TPMP/ PHA	Refrigeration/C FC	42,000	30,000		14.93 (2009)	Yes	M	Second and third (final) tranche of approved TPMP for Uruguay to assist country in completely eliminating its CFC consumption from the 2007 85% reduction step. To be requested at ExCom 55 and ExCom 58 respectively.
Regional Latin America	Enforcement Network TAS	All	50,000	50,000		n/a		I	Requests for two more tranches of funding for customs enforcement network for the Latin American Region. Additional activities to build on project approved at 51 <sup>st</sup> Meeting. To be requested at ExCom 56 and ExCom 59 respectively.
<b>Totals</b>			<b>1,021,000</b>	<b>280,000</b>	<b>500,000</b>				

**Annex II**

**2008-2010 BUSINESS PLAN FOR FRANCE**

**France - 2008-2010 Business Plan**

Country	Project title	2008			2009			2010			Comments
		Project Cost (US\$)	Support Costs (US\$)	Total	Project Cost (US\$)	Support Costs (US\$)	Total	Project Cost (US\$)	Support Costs (US\$)	Total	
CAF	Implementation of a TPMP (50%) in coop with UNEP	\$75,000.00	\$ 9,750.00	\$84,750.00	\$27,500.00	\$3,575.00	\$31,075.00	\$0.00			In cooperation with UNEP
ETHIOPIA	Terminal Phase out plan	\$132,743.00	\$ 17,257.00	\$150,000.00	\$115,044.00	\$14,956.00	\$130,000.00	\$97,212.00	\$12,638.00	\$109,850.00	GTZ will implement the project.
KENYA	Terminal Phase out plan	\$330,000.00	\$ 42,900.00	\$372,900.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$179,086.00	\$ 23,281.00	\$202,367.00	GTZ will implement the project.
LAOS	Implementation of a TPMP	\$233,000.00	\$ 30,290.00	\$263,290.00	\$112,000.00	\$14,560.00	\$126,560.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	
SEYCHELLES	Implementation of a TPMP	\$60,000.00	\$ 7,800.00	\$67,800.00	\$13,000.00	\$ 1,690.00	\$14,690.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	GTZ will implement the project.
UGANDA	Implementation of a TPMP	\$88,495.00	\$ 11,504.00	\$99,999.00	\$70,796.00	\$ 9,203.00	\$79,999.00	\$45,708.00	\$ 5,942.00	\$51,650.00	GTZ will implement the project.
	**										
<b>TOTAL</b>		<b>\$919,238.00</b>	<b>\$119,501.00</b>	<b>\$1,038,739.00</b>	<b>\$338,340.00</b>	<b>\$43,984.00</b>	<b>\$382,324.00</b>	<b>\$322,006.00</b>	<b>\$41,861.00</b>	<b>\$363,867.00</b>	

\*\* Possible activities in the HCFC sector

**Annex III**

**2008-2010 BUSINESS PLAN FOR GERMANY**

**Japan – 2008-2010 Business Plan**

Agency	Country	LVC	Type	MLF Type	Chemical/ Substance	MLF Chemical	Sector and Sub-Sector	Value (\$000) in 2008	ODP in 2008	Value (\$000) in 2009	ODP in 2009	Value (\$000) in 2010	ODP in 2010	Approved Multi-Year (Yes/Blank)	I-Indiv M-MY
Germany	Bolivia	LVC	TAS	TAS	HCFC	HCFC	HCFC Management Plan	30							I
Germany	Botswana	LVC	TAS	TAS	CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan			232					M
Germany	Botswana	LVC	PRP	PRP	CFC	CFC	Project Preparation TPMP	34							I
Germany	Brazil	Non-LVC	TAS	TAS	HCFC	HCFC	HCFC Management Plan	40							I
Germany	Brazil	Non-LVC	PRP	PRP	HCFC	HCFC	Project Prep demo projects HCFC alternatives	20							I
Germany	Brazil	Non-LVC	DEM	DEM	HCFC	HCFC	Demo projects HCFC alternatives			500					I
Germany	China	Non-LVC	TAS	TAS	HCFC	HCFC	HCFC Management Plan	40							I
Germany	China	Non-LVC	PRP	PRP	HCFC	HCFC	Project Prep demo projects air-conditioning	20							I
Germany	China	Non-LVC	DEM	DEM	HCFC	HCFC	Demo projects in the air-conditioning sector			500					I
Germany	India	Non-LVC	INV	INV	CFC	CFC	Refrigeration Service sector Phase out plan	1,536	72.6	0	111.4			YES	M
Germany	India	Non-LVC	TAS	TAS	HCFC	HCFC	HCFC Management Plan	40							I
Germany	India	Non-LVC	PRP	PRP	HCFC	HCFC	Project Prep demo projects HCFC alternatives	20							I
Germany	India	Non-LVC	DEM	DEM	HCFC	HCFC	Demo projects HCFC alternatives			500					I
Germany	Iran	Non-LVC	INV	INV	CFC	CFC	Foam Sector Phase out strategy	810	100.9	569	75.9			YES	M
Germany	Kenya	LVC	TAS	TAS	HCFC	HCFC	HCFC Management Plan	30							I
Germany	Kenya	LVC	PRP	PRP	HCFC	HCFC	Project Prep demo projects HCFC alternatives	20							I
Germany	Kenya	LVC	TAS	TAS	HCFC	HCFC	Demo projects HCFC alternatives			300					I
Germany	Mauritius	LVC	TAS	TAS	HCFC	HCFC	HCFC Survey and Management Plan	40							I
Germany	Papua New Guinea	LVC	INS	INS	CFC	CFC	Institutional Strengthening	68	5.6						I
Germany	Papua New Guinea	LVC	TAS	TAS	HCFC	HCFC	HCFC Management Plan	30							I
Germany	Yemen	LVC	PHA	PHA	MBR	MBR	Methyl bromide phase out	50		169	9.1	169	9.1		M
Germany	Zimbabwe	Non-LVC	TAS	TAS	HCFC	HCFC	HCFC Management Plan	20							I



Agency	Country	LVC	Type	MLF Type	Chemical/ Substance	MLF Chemical	Sector and Sub-Sector	Value (\$000) in 2008	ODP in 2008	Value (\$000) in 2009	ODP in 2009	Value (\$000) in 2010	ODP in 2010	Approved Multi-Year (Yes/Blank)	I-Indiv M-MY
Germany	Zimbabwe	Non-LVC	PHA	PHA	CFC	CFC	Refrigeration - Terminal Phase out project	197	28.0	197	28.0	45.0	0.0	YES	M

**Total** 3,045 2,967 214

**Total approved 2006:** 5,143

**Total approved 2007:** 1,577

**Total Triennium VI** 9,765

**German bilateral contribution to Triennium VI:** 8,687

**Amount of overplanning:** 1,078

**% overplanning:** 12%

**Total planned for Triennium VII:** 3,181

**% of German contribution to MP VI** 37%



**Annex IV**

**2008-2010 BUSINESS PLAN FOR ITALY**

**Table 1**

Agency	Country	LVCs	Type	Chemical	Sector and Sub-Sector	Value (\$..) in 2008	ODP in 2008	Value (\$..) in 2009	ODP in 2009	Value (\$..) after 2010	ODP after 2008	Approved Multy Year (Yes/Blank)	I-Individual M-Multiyear
UNDP	India	Non LVC	INV	CFC	Investment project	2,000.000	50						M
UNIDO	Serbia	Non-LVC	TAS	MBR	Fumigants Technical Assistance	50,000							I
UNIDO	Serbia	Non-LVC	TAS	SOL	Training and awareness workshop	40,000							I
UNIDO	Morocco	Non-LVC	PHA	MBR	Fumigants, Phase out plan	573,000	52						I
UNIDO	Mexico	Non-LVC	PHA	MBR	Fumigants, Phase out plan	1,000.000	90						M

**Table 2**

Country	Phase out from approved activities (ODP tonnes to be implemented)				Phase out planned (year in which the phase out will occur/would be implemented)			
	2007	2008	2009	After 20010	2008	2009	2010	After 20010
China	88				56	140	250	
Cameroon						9	5.5	
Senegal					26.14			
Congo					26.5			

**Annex V**

**2008-2010 BUSINESS PLAN FOR JAPAN**

## **Narrative of the Projects on the Business Plan**

### **1 Project Preparation for the demonstration project on ODS disposal**

The budget will cover the travel cost of a consultant to a selected group of countries in the region to consult with the NOUs and draw up a detailed project proposal document, including the costing of the planned activities and agreements of participating countries, for the regional demonstration project on ODS disposal to be implemented by Japan in Asia and the Pacific region.

### **2 Demonstration project on ODS disposal**

This regional project will seek to address emerging needs of ODS disposal in A5 countries based upon Decision IV/11 of the MOP. Based upon experience gained and lessons learned from Japan's non-MLF project that successfully resulted in the installation of ODS destruction capacity in Indonesia in 2007, the project will explore and propose practicable options for countries in the region in consideration of different economical, technical and legislative factors in the area, relations with other MEAs, and information from existing studies and the study conducted based upon decision 50/42 of the Executive Committee. The indicative components include technical information seminars about the facility construction/modification for ODS disposal (reclamation, destruction, etc.), policy discussion workshops to look into the possibility of regional or sub-regional transportation from one country without ODS disposal capability to another that has one, logistics enhancement based upon the existing R&R and monitoring/inspection, etc.

The project itself will serve as a demonstration project and an on-site training project for other regions to learn from. This project will contribute to compliance by making the existing R&R system more functional (and enabling countries to reduce the calculated production/consumption by destruction with approved technologies when other measures are not available).

Effective coordination with relevant on-going and planned projects funded by MLF and other MEAs will be sought after in the project design and implementation with a view to obtaining positive multiple effects, while care shall be taken to avoid duplication or overlapping.

### **3 Assistance for the consensus building for HCFC phase-out strategy through country consultation**

The Japanese Government would assist A5 countries (to be decided) in Asia in preparing country consultations and help convene country consultation meetings based upon the experience and model of the preparation of Sri Lanka NCAP, Iranian sector plan, and Mongolian TPMP, with a view to such consultation resulting in the establishment of commitment and shared responsibilities for national compliance by all stakeholders. The Japanese Government will coordinate its activities with the projects to be approved in the related areas for other implementing agencies.

#### **4 Technical assistance for self-help HCFC-related surveys and strategy making**

This project aims to provide technical assistance for efficient, reliable, and comprehensive HCFC-related surveys and following strategy making, so that A5 countries in Asia that are not covered by a series of HCFC freeze and phase-out strategy projects by the four IAs due to low or no recognized consumption or any other reasons can conduct self-help surveys and make strategies. Regional meetings will be organized to invite appointed surveyors / investigators from those countries to learn from experiences of IAs and countries that have already initiated the survey and to prepare or refine the survey plan for their own country in consultation with IAs, experts, and the Japanese Government representatives. Three meetings will be held for preparing the survey plans, for checking the survey progress and providing necessary consultation, and for sharing the final outcome and identifying needs for follow-up actions.